



**Conseil du développement industriel**

**Quarante-neuvième session**

Vienne, 12-15 juillet 2021

**Comité des programmes et des budgets**

**Trente-septième session**

Vienne, 26-28 mai 2021

Point 5 de l'ordre du jour provisoire

**Situation financière de l'ONUDI et question  
du solde inutilisé des crédits ouverts**

**Situation financière de l'ONUDI**

**Rapport du Directeur général**

Le présent document rend compte de la situation financière de l'ONUDI au 28 février 2021.

**Table des matières**

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Aperçu général . . . . .	1	2
II. Budget ordinaire et budget opérationnel de l'exercice biennal 2020-2021 . . . .	2-9	2
III. Nouvelles priorités, gains d'efficacité et recouvrement intégral des coûts . . . .	10-12	3
IV. Contributions mises en recouvrement . . . . .	13-14	4
V. Droit de vote . . . . .	15-16	5
VI. Plans de paiement pluriannuels . . . . .	17	5
VII. Arriérés dus par d'anciens États Membres . . . . .	18	6
VIII. Solde inutilisé des crédits ouverts au 31 décembre 2020 . . . . .	19	6
IX. Mesure à prendre par le Comité . . . . .	20	7
Annexe		
État des contributions au budget ordinaire . . . . .		8



## I. Aperçu général

1. La situation financière au 28 février 2021 pouvait, dans ses grandes lignes, se résumer comme suit :

a) Le montant brut des crédits ouverts au titre du budget ordinaire pour l'exercice biennal 2020-2021 s'élève à environ 144,1 millions d'euros. Le montant brut des dépenses engagées au titre du budget ordinaire pour l'année 2020 s'est élevé à 64,2 millions d'euros, soit 90 % du budget approuvé pour cette année-là. Au 28 février 2021, un montant de 78,3 millions d'euros avait été dépensé, soit 54,3 % du montant brut des crédits ouverts pour l'exercice biennal ;

b) Le montant des crédits ouverts au titre du budget opérationnel s'élève à environ 37,9 millions d'euros pour la période examinée. Au 28 février 2021, le montant des dépenses s'établissait à 18,8 millions d'euros, soit 49,7 % du montant brut des crédits ouverts pour l'exercice biennal ;

c) Le montant des dépenses engagées au titre de la gestion des bâtiments s'élevait à 25,3 millions d'euros, conformément au plan de travail en vigueur ;

d) Le taux de recouvrement des contributions à la fin de février 2021 était de 25,6 % (et de 31,8 % au 12 mars 2021), contre 20,5 % en 2020 et 22,5 % en 2019 ;

e) Le taux de recouvrement des arriérés de contributions des années antérieures par rapport aux contributions de l'année en cours était de 3,3 %. Les taux de recouvrement au 28 février 2020 et au 28 février 2019 par rapport aux contributions de ces deux années étaient respectivement de 0,5 et 1,5 % ;

f) Le montant des contributions non acquittées s'élevait à 141,9 millions d'euros (et à 137,7 millions d'euros au 12 mars 2021), comme indiqué dans l'annexe au présent document (dont 69,1 millions d'euros dus par les États-Unis d'Amérique et 2,1 millions d'euros par l'ex-Yougoslavie), contre 144,5 millions d'euros et 138,9 millions d'euros à la même période en 2020 et 2019, respectivement ;

g) Le solde du Fonds de roulement s'établissait à 7 423 030 euros. Cependant, un montant de 25 847 euros restait à verser au 28 février 2021 ;

h) À la fin de février 2021, le montant consacré aux activités de coopération technique avait atteint 52,7 millions de dollars des États-Unis ; et

i) Un document de séance (PBC.37/CRP.4) sera publié avant l'ouverture de la session pour actualiser les informations relatives à l'état des contributions et à l'exercice du droit de vote.

## II. Budget ordinaire et budget opérationnel de l'exercice biennal 2020-2021

### A. Budget ordinaire

2. Des crédits d'un montant de 67,0 millions d'euros ont été alloués en 2020, et au 31 décembre, le montant net des dépenses engagées au titre du budget ordinaire s'élevait à 64,2 millions d'euros, soit 90 % du montant brut total des crédits approuvés pour cette année.

3. Au début de 2021, des crédits d'un montant de 66,7 millions d'euros ont été alloués, soit 91 % du montant total du budget approuvé pour l'année.

4. Au 28 février 2021, le montant total des dépenses engagées au titre du budget ordinaire s'élevait à 78,3 millions d'euros, soit 54,3 % du montant brut des dépenses prévues pour l'exercice biennal 2020-2021.

## B. Budget opérationnel

5. En plus du montant de 17,9 millions d'euros de crédits alloués en 2020, un montant de 16,6 millions d'euros a été débloqué au début de 2021. Le montant total des crédits alloués pour l'exercice biennal (34,5 millions d'euros) représente 91,1 % du montant des prévisions approuvé au titre du budget opérationnel.

6. Au 28 février 2021, le montant des dépenses engagées au titre du budget opérationnel s'élevait à 18,8 millions d'euros, soit 49,7 % du montant brut approuvé pour l'exercice biennal.

7. À la fin de février 2021, le montant consacré aux activités de coopération technique atteignait 52,7 millions de dollars des États-Unis (engagements de dépenses compris), soit 5 millions de dollars de moins qu'en 2020. Les recettes perçues en remboursement des dépenses d'appui aux programmes s'élevaient à 4,9 millions de dollars des États-Unis.

## C. Gestion des bâtiments

8. Des crédits d'un montant de 22,3 millions d'euros ont été alloués au début de 2021, portant à 50,5 millions d'euros le montant total des crédits alloués pour l'exercice biennal, soit 87,5 % du budget approuvé. Le budget alloué à la gestion des bâtiments est exécuté conformément au plan de travail en vigueur.

9. Au 28 février 2021, le montant des dépenses engagées s'élevait à 25,3 millions d'euros, soit 43,8 % du montant brut du budget approuvé pour la gestion des bâtiments.

## III. Nouvelles priorités, gains d'efficacité et recouvrement intégral des coûts

10. Par sa décision GC.18/Dec.14, la Conférence générale a approuvé que le budget ordinaire pour 2020-2021 soit financé à hauteur de 138 924 543 euros par les contributions, à hauteur de 2 551 500 euros par les recettes accessoires et à hauteur de 942 223 euros par les gains d'efficacité, et que le solde de 1 673 545 euros soit financé par toutes les ressources disponibles, à savoir :

- i) Les contributions volontaires ;
- ii) Les sommes dégagées d'une application accrue du principe du recouvrement intégral des coûts ;
- iii) Le solde inutilisé des crédits ouverts auquel il aura été renoncé volontairement ;
- iv) D'autres économies éventuelles découlant de la définition de nouvelles priorités et de la réalisation de gains d'efficacité ; et
- v) Et, en dernier recours, les fonds alloués au renforcement du système des Nations Unies pour le développement, conformément à l'Annexe II de l'Acte constitutif.

11. Au moment de l'établissement du présent rapport, l'ONUDI n'avait pas reçu de contributions volontaires affectées à ce déficit de financement. Toutefois, le Secrétariat note avec satisfaction qu'au 28 février 2021, il avait été renoncé à un montant de 18 205 euros du solde inutilisé des crédits ouverts pour aider à financer le déficit.

12. Au début de l'exercice biennal 2020-2021, le Secrétariat a mis en œuvre des procédures et des mécanismes de recherche d'économies et de gains d'efficacité pour aider à combler le déficit de financement, consistant notamment, mais pas exclusivement, à :

a) Renforcer les synergies entre le Siège et les bureaux hors Siège, notamment en améliorant la coordination interne ;

b) Continuer à réduire le montant global des dépenses afférentes aux voyages, notamment en s'efforçant collectivement d'optimiser l'utilisation des technologies de l'information et des communications, également en raison des restrictions en matière de voyage imposées par la COVID-19 ; et

c) Appliquer la politique du recouvrement intégral des coûts en réponse aux demandes des États Membres et à celle de la Conférence générale, formulée au paragraphe c) ii) de sa décision GC.18/Dec.14. Le dispositif du recouvrement intégral des coûts est à présent pleinement opérationnel. Une instruction administrative à ce sujet a été publiée fin 2020, accompagnée d'un manuel d'application. En 2021, l'application du recouvrement intégral des coûts devrait être encore étendue, en concertation avec les États Membres et les donateurs, et des cibles relatives aux recettes perçues à ce titre ont été définies dans le projet de programme et budgets pour 2022-2023.

## IV. Contributions mises en recouvrement

### A. Recouvrement

13. Vingt-neuf États Membres, dont sept font partie des pays les moins avancés (PMA), ont acquitté l'intégralité de leurs contributions, et 46 autres, dont 10 font partie des PMA, ont effectué des versements partiels ou bénéficié d'une réduction de leur contribution pour l'année 2021. Le tableau 1 présente les contributions recouvrées pour la période allant de janvier à février 2021, ventilées par liste d'États.

Tableau 1

#### Recouvrement des contributions (janvier-février 2021)

(En millions d'euros)

Liste d'États*	Année en cours	Années antérieures	Total
A	0,63	0,55	1,18
B	12,85	0,01	12,86
C	0,03	1,67	1,70
D	4,27	0,08	4,34
Autres	0,00	0,00	0,00
États-Unis d'Amérique	0,00	0,00	0,00
Ex-Yougoslavie	0,00	0,00	0,00
<b>Total</b>	<b>17,78</b>	<b>2,31</b>	<b>20,08</b>

\* Voir document PBC.35/15/Rev.1.

### B. Contributions non acquittées

14. L'état détaillé des contributions non acquittées au 28 février 2021 figure à l'annexe du présent document. Le tableau 2 présente les quotes-parts et les contributions non acquittées à cette date, ventilées par liste d'États.

Tableau 2  
Quotes-parts et contributions non acquittées au 28 février 2021

Liste d'États*	Quotes-parts (%)	Millions d'euros		
		Année en cours	Années antérieures	Total
A	35,134	23,78	4,87	28,65
B	45,650	18,86	0,00	18,86
C	12,044	8,34	12,21	20,55
D	7,167	0,71	2,00	2,71
Autres	0,005	0,00	0,01	0,01
<b>Total partiel</b>	<b>100,000</b>	<b>51,69</b>	<b>19,09</b>	<b>70,78</b>
États-Unis d'Amérique		0,00	69,07	69,07
Ex-Yougoslavie		0,00	2,08	2,08
<b>Total</b>	<b>100,000</b>	<b>51,69</b>	<b>90,24</b>	<b>141,93</b>

\* Voir document PBC.35/15/Rev.1.

## V. Droit de vote

15. Comme indiqué à l'annexe du présent document, 41 États Membres étaient suspendus de l'exercice du droit de vote au 28 février 2021, conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'Article 5 de l'Acte constitutif et de l'alinéa b) de l'article 5.5 du Règlement financier. À titre de comparaison, 39 pays étaient dans ce cas à la même période l'année précédente. Le tableau 3 présente la situation concernant l'exercice du droit de vote dans les différents organes directeurs.

Tableau 3  
Suspension de l'exercice du droit de vote au 28 février 2021

Organe	Nombre d'États Membres		
	2021	2020	2019
Comité des programmes et des budgets	3	2	1
Conférence générale	41	39	42
Conseil du développement industriel	3	2	1

16. Afin de recouvrer leur droit de vote pour le reste de l'année 2021, ces États Membres doivent verser l'intégralité de leurs contributions pour 2018 et les années antérieures, y compris les avances au Fonds de roulement, et effectuer des versements partiels pour 2019, ce qui représente un montant total minimum de 5 056 020 euros.

## VI. Plans de paiement pluriannuels

17. Le tableau 4 récapitule l'état actuel de l'exécution des plans de paiement que les États Membres ont conclus en vue du règlement de leurs arriérés de contributions. Le Secrétariat note avec satisfaction et salue les efforts considérables qu'ont déployés tous les États Membres qui ont respecté les engagements et obligations énoncés dans leur plan de paiement. Les autres États Membres ayant des arriérés de contributions sont encouragés à envisager de conclure des plans de paiement afin de réduire leurs arriérés.

Tableau 4  
**État des plans de paiement au 28 février 2021**  
(Montants en euros)

<i>État Membre</i>	<i>Montant total des arriérés faisant l'objet du plan*</i>	<i>Montant restant à acquitter au 28 février 2021</i>	<i>Montants reçus ou dus en 2021</i>	<i>Durée (années)</i>	<i>Date de la tranche due en 2021 (mois)</i>	<i>Tranche due</i>	<i>Versement effectué en 2021</i>
Arménie	922 604	248 629	58 358	10	Septembre	Sixième	Programmé
Kirghizistan	385 087	157 604	158 045	5	Juillet	Quatrième,	En retard
République dominicaine	839 529	555 023	232 157	5	Juin	Troisième	Programmé
Venezuela (République bolivarienne du)	3 487 833	4 602 047	4 035 757	5	Mars	Deuxième, troisième, quatrième	En retard
<b>Total</b>	<b>5 635 053</b>	<b>5 563 303</b>	<b>4 484 317</b>				

\* Montant total des arriérés au moment de la signature du plan.

## VII. Arriérés dus par d'anciens États Membres

18. Le montant des arriérés dus à l'Organisation s'élevait à 69 068 887 euros pour les États-Unis d'Amérique (pour la période 1994-1996) et à 2 081 599 euros pour l'ex-Yougoslavie (pour la période 1990-2001). Le Secrétariat met tout en œuvre pour obtenir le règlement de ces arriérés.

## VIII. Solde inutilisé des crédits ouverts au 31 décembre 2020

19. Sur un montant total de 671 475 euros à reverser au titre du solde inutilisé des crédits ouverts, 225 824 euros ont été mis à disposition à diverses fins (ce montant était de 232 400 euros au 12 mars 2021), comme indiqué dans le tableau suivant. Au total, 15 États Membres ont renoncé volontairement à leur part du solde inutilisé.

<i>État Membre</i>	<i>Montant auquel il a été renoncé</i>	<i>Affectation</i>
Allemagne	92 702	Fonds d'équipement
Émirats arabes unis	5 398	Financement du déficit budgétaire
Fédération de Russie	1 015	Financement du déficit budgétaire
Finlande	6 258	Financement du déficit budgétaire
Hongrie	2 632	Financement du déficit budgétaire
Italie	55 160	Contribution à des fins spéciales au Fonds de développement industriel (FDI)
Luxembourg	942	Financement du déficit budgétaire
Maurice	140	Financement du déficit budgétaire
Norvège	9 213	Promotion des activités en faveur de l'égalité des genres dans le cadre du mandat de l'ONUDI
République de Corée	22 078	Contribution à des fins spéciales au FDI
Slovénie	1 097	Contribution à des fins spéciales au FDI
Suisse	6 559,5	Compte spécial des contributions volontaires pour les activités de base
Suisse	6 559,5	Fonds d'équipement

---

<i>État Membre</i>	<i>Montant auquel il a été renoncé</i>	<i>Affectation</i>
Thaïlande	2 682	Contribution à des fins spéciales au FDI
Turquie	11 568	Compte spécial des contributions volontaires pour les activités de base
Ukraine	1 820	Financement du déficit budgétaire
<b>Total</b>	<b>225 824</b>	

---

## IX. Mesure à prendre par le Comité

20. Le Comité est invité à recommander au Conseil d'adopter le projet de décision suivant :

« Le Conseil du développement industriel :

- a) Prend note des informations figurant dans le document PBC.37/4 ;
- b) Prie instamment les États Membres actuels et anciens qui n'ont pas encore réglé leurs contributions, y compris les avances au Fonds de roulement et les arriérés d'années antérieures, de le faire sans retard ;
- c) Prie le Directeur général de poursuivre ses efforts, ainsi que ses échanges avec les États Membres actuels et anciens, afin d'assurer le recouvrement des arriérés. »

## Annexe

### État des contributions au budget ordinaire

(En euros)

Au 28 février 2021

<i>État Membre</i>	<i>Contributions non acquittées</i>	<i>Avances non versées au Fonds de roulement</i>	<i>Montant total dû</i>	<i>Années (depuis)</i>	<i>Droit de vote<sup>a</sup></i>	<i>Montant minimum à verser pour recouvrer le droit de vote</i>
Afghanistan	19 714	0	19 714	2019P	Oui	0
Afrique du Sud	257 524	0	257 524	2021P	Oui	0
Albanie	8 935	0	8 935	2021P	Oui	0
Algérie	156 261	0	156 261	2021P	Oui	0
Allemagne	3 481 449	0	3 481 449	2021	Oui	0
Angola	6 070	0	6 070	2021P	Oui	0
Antigua-et-Barbuda	5 535	223	5 758	2019	Oui	0
Arabie saoudite	1 330 614	0	1 330 614	2021P	Oui	0
Argentine	2 630 978	0	2 630 978	2019P	Oui	0
Arménie	248 629	0	248 629	1996P	Oui	Plan de paiement
Autriche	0	0	0	–	Oui	0
Azerbaïdjan	0	0	0	–	Oui	0
Bahamas	39 722	0	39 722	2020P	Oui	0
Bahreïn	56 561	0	56 561	2021P	Oui	0
Bangladesh	6 871	0	6 871	2021P	Oui	0
Barbade	0	0	0	–	Oui	0
Bélarus	0	0	0	–	Oui	0
Belize	5 444	0	5 444	2014P	Non	3 520
Bénin	6 316	0	6 316	2020P	Oui	0
Bhoutan	0	0	0	–	Oui	0
Bolivie (État plurinational de)	73 483	430	73 913	2017P	Non	24 280
Bosnie-Herzégovine	0	0	0	–	Oui	0
Botswana	0	0	0	–	Oui	0
Brésil	6 949 757	0	6 949 757	2019P	Oui	0
Bulgarie	0	0	0	–	Oui	0
Burkina Faso	0	0	0	–	Oui	0
Burundi	52 234	0	52 234	1995P	Non	50 310
Cabo Verde	1 703	0	1 703	2019P	Oui	0
Cambodge	6 903	0	6 903	2021P	Oui	0
Cameroun	87 548	245	87 793	2015P	Non	47 150
Chili	1 338 171	0	1 338 171	2019P	Oui	0
Chine	13 662 829	0	13 662 829	2021P	Oui	0
Chypre	40 466	0	40 466	2021P	Oui	0
Colombie	812 108	0	812 108	2019P	Oui	0
Comores	147 657	7	147 664	1986	Non	145 740
Congo	54 388	39	54 427	2012P	Non	33 850
Costa Rica	132 386	0	132 386	2020P	Oui	0
Côte d'Ivoire	28 038	0	28 038	2020P	Oui	0
Croatie	0	0	0	–	Oui	0



<i>État Membre</i>	<i>Contributions non acquittées</i>	<i>Avances non versées au Fonds de roulement</i>	<i>Montant total dû</i>	<i>Années (depuis)</i>	<i>Droit de vote<sup>a</sup></i>	<i>Montant minimum à verser pour recouvrer le droit de vote</i>
Cuba	302 521	0	302 521	2018P	Non	45 480
Djibouti	1 451	0	1 451	2019P	Oui	0
Dominique	11 587	0	11 587	2005P	Non	9 670
Égypte	211 164	0	211 164	2021P	Oui	0
El Salvador	520 560	1 332	521 892	1988	Non	478 540
Émirats arabes unis	704 347	0	704 347	2021	Oui	0
Équateur	98 050	0	98 050	2020P	Oui	0
Érythrée	0	0	0	–	Oui	0
Espagne	0	0	0	–	Oui	0
Eswatini	3 716	0	3 716	2020P	Oui	0
État de Palestine	18 060	445	18 505	2020	Oui	0
Éthiopie	13 014	0	13 014	2020P	Oui	0
Fédération de Russie	0	0	0	–	Oui	0
Fidji	3 652	0	3 652	2020P	Oui	0
Finlande	0	0	0	–	Oui	0
Gabon	124 856	0	124 856	2015P	Non	71 140
Gambie	0	0	0	–	Oui	0
Géorgie	1 691 960	668	1 692 628	1992P	Non	1 665 840
Ghana	67 050	0	67 050	2018P	Non	14 020
Grenade	22 098	0	22 098	1999P	Non	20 180
Guatemala	49 907	0	49 907	2020P	Oui	0
Guinée	17 789	133	17 922	2012P	Non	9 080
Guinée-Bissau	129 788	7	129 795	1988	Non	127 880
Guinée équatoriale	70 122	0	70 122	2011P	Non	49 550
Guyana	178	0	178	2021P	Oui	0
Haïti	3 433	0	3 433	2021P	Oui	0
Honduras	92 143	133	92 276	2011P	Non	62 710
Hongrie	0	0	0	–	Oui	0
Îles Marshall	614	0	614	2021P	Oui	0
Inde	947 141	0	947 141	2021P	Oui	0
Indonésie	571 090	0	571 090	2021P	Oui	0
Iran (République islamique d')	1 433 461	0	1 433 461	2019P	Oui	0
Iraq	571 733	0	571 733	2018P	Non	130 410
Irlande	419 916	0	419 916	2021P	Oui	0
Israël	0	0	0	–	Oui	0
Italie	3 780 831	0	3 780 831	2021	Oui	0
Jamaïque	66 006	0	66 006	2015P	Non	37 850
Japon	8 163 829	0	8 163 829	2021P	Oui	0
Jordanie	24 108	0	24 108	2021P	Oui	0
Kazakhstan	186 310	0	186 310	2021P	Oui	0
Kenya	53 587	0	53 587	2020P	Oui	0
Kirghizistan	157 604	0	157 604	1996P	Oui	Plan de paiement
Kiribati	1 390	0	1 390	2020	Oui	0
Koweït	285 522	0	285 522	2021P	Oui	0
Lesotho	3 680	0	3 680	2016P	Non	1 760

<i>État Membre</i>	<i>Contributions non acquittées</i>	<i>Avances non versées au Fonds de roulement</i>	<i>Montant total dû</i>	<i>Années (depuis)</i>	<i>Droit de vote<sup>a</sup></i>	<i>Montant minimum à verser pour recouvrer le droit de vote</i>
Liban	98 289	0	98 289	2020P	Oui	0
Libéria	805	0	805	2020P	Oui	0
Libye	626 373	0	626 373	2016P	Non	415 600
Luxembourg	65 391	0	65 391	2021	Oui	0
Macédoine du Nord	96 998	0	96 998	2009P	Non	72 280
Madagascar	12 701	0	12 701	2019P	Oui	0
Malaisie	348 863	0	348 863	2021P	Oui	0
Malawi	16 270	0	16 270	2014P	Non	10 210
Maldives	18 421	337	18 758	2011P	Non	7 140
Mali	0	0	0	–	Oui	0
Malte	17 091	0	17 091	2021P	Oui	0
Maroc	54 188	0	54 188	2021P	Oui	0
Maurice	0	0	0	–	Oui	0
Mauritanie	0	0	0	–	Oui	0
Mexique	1 457 311	0	1 457 311	2021P	Oui	0
Micronésie (États fédérés de)	1 582	0	1 582	2019P	Oui	0
Monaco	0	0	0	–	Oui	0
Mongolie	5 114	0	5 114	2021P	Oui	0
Monténégro	4 186	0	4 186	2021P	Oui	0
Mozambique	4 833	0	4 833	2021P	Oui	0
Myanmar	6 891	0	6 891	2021P	Oui	0
Namibie	19 215	0	19 215	2020P	Oui	0
Népal	0	0	0	–	Oui	0
Nicaragua	11 122	0	11 122	2019P	Oui	0
Niger	65 578	0	65 578	1995P	Non	59 510
Nigéria	794 180	0	794 180	2019P	Oui	0
Norvège	0	0	0	–	Oui	0
Oman	0	0	0	–	Oui	0
Ouganda	64 437	0	64 437	2012P	Non	43 860
Ouzbékistan	531 818	1 909	533 727	1998P	Non	434 280
Pakistan	131 602	0	131 602	2020P	Oui	0
Panama	99 896	0	99 896	2020P	Oui	0
Papouasie-Nouvelle-Guinée	85 187	759	85 946	2003P	Non	59 090
Paraguay	34 559	0	34 559	2020P	Oui	0
Pays-Bas	0	0	0	–	Oui	0
Pérou	249 306	0	249 306	2020P	Oui	0
Philippines	232 578	0	232 578	2021P	Oui	0
Pologne	0	0	0	–	Oui	0
Qatar	292 422	0	292 422	2021P	Oui	0
République arabe syrienne	17 996	0	17 996	2020P	Oui	0
République centrafricaine	124 478	7	124 485	1989	Non	122 570
République de Corée	2 591 637	0	2 591 637	2021	Oui	0
République de Moldova	2 730	0	2 730	2021P	Oui	0
République démocratique du Congo	196 923	445	197 368	1989P	Non	176 800

<i>État Membre</i>	<i>Contributions non acquittées</i>	<i>Avances non versées au Fonds de roulement</i>	<i>Montant total dû</i>	<i>Années (depuis)</i>	<i>Droit de vote<sup>a</sup></i>	<i>Montant minimum à verser pour recouvrer le droit de vote</i>
République démocratique populaire lao	5 537	0	5 537	2021P	Oui	0
République dominicaine	555 023	0	555 023	2010P	Non	Plan de paiement
République populaire démocratique de Corée	5 938	0	5 938	2021	Oui	0
République-Unie de Tanzanie	19 559	0	19 559	2019P	Oui	0
Roumanie	224 436	0	224 436	2021P	Oui	0
Rwanda	8 403	0	8 403	2019P	Oui	0
Sainte-Lucie	639	0	639	2021P	Oui	0
Saint-Kitts-et-Nevis	684	0	684	2021P	Oui	0
Saint-Vincent-et-les Grenadines	123 948	7	123 955	1989P	Non	122 040
Samoa	581	0	581	2021P	Oui	0
Sao Tomé-et-Principe	147 657	7	147 664	1986	Non	145 740
Sénégal	7 244	0	7 244	2020P	Oui	0
Serbie	26 227	0	26 227	2021P	Oui	0
Seychelles	1 971	0	1 971	2021P	Oui	0
Sierra Leone	4 391	0	4 391	2015P	Non	2 470
Slovénie	0	0	0	–	Oui	0
Somalie	147 656	7	147 663	1986	Non	145 740
Soudan	28 780	0	28 780	2017P	Non	8 210
Sri Lanka	49 763	0	49 763	2021P	Oui	0
Suède	0	0	0	–	Oui	0
Suisse	1 316 310	0	1 316 310	2021	Oui	0
Suriname	46 616	0	46 616	2013P	Non	28 820
Tadjikistan	4 820	0	4 820	2021P	Oui	0
Tchad	133 874	446	134 320	1991	Non	119 280
Tchéquie	351 843	0	351 843	2021P	Oui	0
Thaïlande	23 614	0	23 614	2021P	Oui	0
Timor-Leste	6 253	0	6 253	2019P	Oui	0
Togo	3 363	0	3 363	2020P	Oui	0
Tonga	1 320	0	1 320	2020P	Oui	0
Trinité-et-Tobago	45 420	0	45 420	2021P	Oui	0
Tunisie	33 714	0	33 714	2020P	Oui	0
Turkménistan	0	0	0	–	Oui	0
Turquie	1 567 069	0	1 567 069	2021	Oui	0
Tuvalu	6 948	74	7 022	2012P	Non	5 100
Ukraine	50 085	0	50 085	2021	Oui	0
Uruguay	188 528	0	188 528	2020P	Oui	0
Vanuatu	110	0	110	2021P	Oui	0
Venezuela (République bolivarienne du)	4 583 860	18 187	4 602 047	2015P	Non	Plan de paiement
Viet Nam	87 836	0	87 836	2021P	Oui	0
Yémen	68 888	0	68 888	2012P	Non	48 320
Zambie	19 468	0	19 468	2019P	Oui	0
Zimbabwe	10 635	0	10 635	2020P	Oui	0
<b>Total partiel :</b>	<b>70 762 544</b>	<b>25 847</b>	<b>70 788 391</b>			<b>5 056 020</b>

<i>État Membre</i>	<i>Contributions non acquittées</i>	<i>Avances non versées au Fonds de roulement</i>	<i>Montant total dû</i>	<i>Années (depuis)</i>	<i>Droit de vote<sup>a</sup></i>	<i>Montant minimum à verser pour recouvrer le droit de vote</i>
Ex-Yougoslavie <sup>b</sup>	2 081 599		2 081 599	1990(P)-2001		
État non membre :						
États-Unis d'Amérique <sup>c</sup>	69 068 887		69 068 887	1994(P)-1996		
<b>TOTAL</b>	<b>141 913 030</b>	<b>25 847</b>	<b>141 938 877</b>			<b>5 056 020</b>

*Notes :*

(P) = versement partiel.

<sup>a</sup> Conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'Article 5 de l'Acte constitutif de l'ONUDI, l'exercice du droit de vote de 41 États Membres a été suspendu.

<sup>b</sup> Question du paiement des contributions non acquittées en attente de règlement (résolution [63/249](#) de l'Assemblée générale).

<sup>c</sup> État Membre de l'ONUDI jusqu'au 31 décembre 1996.